

Chronique @ mensuelle

Février 2008

Politique et affirmation publique de la foi

Tout récemment, l'ancien premier ministre de Grande Bretagne, Tony Blair, rendait publique sa conversion à la religion catholique. L'Agence France Presse, dans son communiqué, apportait le commentaire suivant : « *La presse britannique s'était auparavant fait l'écho à plusieurs reprises de ce projet mais, selon son entourage, il ne voulait pas franchir le pas pendant son mandat pour conserver à sa pratique religieuse sa dimension privée.* »¹

Assurément, cette volonté de cantonner sa foi et sa pratique religieuse à la « dimension privée » montre qu'il s'agit là d'un sujet qu'il est bien difficile d'aborder dans notre société européenne et dans la France laïque et républicaine en particulier (le discours de Nicolas Sarkozy au Latran est d'ailleurs intéressant à cet égard ²). En effet, la très grande majorité de nos contemporains et des hommes politiques estiment qu'il ne doit pas y avoir d'interférence entre, d'une part, la vie privée religieuse ou spirituelle et, d'autre part, la vie publique des hommes politiques. Et vous le savez vous-mêmes : il vous faut bien souvent du courage pour simplement révéler à votre entourage votre appartenance au Christ, sans pour cela afficher ostensiblement votre foi. Il est vrai que « ce n'est pas tendance ».

Alors, cette conversion de Tony Blair, dont on dit qu'il est allé pendant vingt ans à la messe catholique avec sa femme, pose effectivement des questions essentielles quant à ce rapport vie privée - vie publique et surtout des actes posés en tant qu'homme politique. Il est vrai que sa conversion, préparée de longue date, a semé le trouble parmi les catholiques britanniques comme l'exprimait l'article de ce quotidien français : « *Ces derniers [catholiques britanniques] sont d'ailleurs les plus virulents, qui estiment que la politique de Tony Blair, lorsqu'il était au pouvoir, n'a souvent pas respecté les préceptes du Vatican. Ils critiquent notamment son refus de condamner l'avortement, son soutien au partenariat civil et à l'adoption pour les couples homosexuels, ainsi que sa politique en faveur de l'expérimentation sur les cellules souches.* »³ J'ajoute que M. Blair a soutenu aussi la guerre en Irak. Il dit même avoir prié pour prendre sa décision, alors que le Saint-Père avait exhorté les nations belligérantes à ne pas se lancer dans ce conflit.

La manifestation publique de sa foi en politique et dans un cadre public est pour nous, Français, depuis 1789, apparemment incompatible avec le concept de laïcité. N'est-ce pas, en fait, parce que la laïcité a été érigée en une véritable « religion » et qu'elle est vécue officiellement comme la plus haute valeur qui soit ? Personnellement, je ne vois pas en quoi un état laïc, devenu d'ailleurs officiellement athée, peut se permettre de juger d'une religion et battre en brèche ses valeurs, surtout quand il s'agit de la religion chrétienne. Que peut-on reprocher objectivement à celle-ci qui soit contraire à la bonne évolution de notre

¹ Source : AFP, 22.12.2007.

² Nous vous incitons à lire la Chronique @ mensuelle, janvier 2008, sur ce sujet : « *La République laïque aurait-elle fait amende honorable ?* » www.pourlunite.com/chronique/08/0108.pdf

³ « La conversion de Blair agace les catholiques britanniques », *Le Figaro*, 24.12.2007.

pays ? C'est pourquoi j'ai apprécié que le président Sarkozy parle de « *laïcité positive* » dans son discours du Latran. Cela a enfin permis de sortir quelque peu de cette idée, presque obsessionnelle, consistant à affirmer que toute référence à une quelconque religion est considérée comme un retour à l'obscurantisme ou comme une remise en cause de la république, voire de la démocratie. Avez-vous d'ailleurs remarqué que les hommes politiques évoquent les « valeurs de la République » mais qu'aucun n'est capable de les définir. Seulement, voilà : l'intelligentsia brandit ces mots à tout bout de champ, comme pour exorciser on ne sait quel démon de l'intolérance, de l'obscurantisme ou de la religion. Et c'est ainsi qu'il serait même mal venu que des lois soient adoptées avec, pour fondement, des principes expressément chrétiens. On crierait vite au communautarisme.

Alors, je pose une première question : comment comprendre qu'un homme politique se dise en privé, catholique pratiquant, et dans le public, agisse ouvertement de façon contraire à sa foi ? Je n'ai pas à juger Tony Blair, c'est une affaire entre Dieu et lui. D'ailleurs, nous aussi devons résoudre des incohérences entre notre foi chrétienne, nos actes et nos paroles, n'est-ce pas ? En réalité, je crois surtout que le problème provient du fait que nos contemporains ont tendance à confondre trop souvent une saine séparation des pouvoirs temporels et spirituels, revendiquée par l'Église catholique elle-même, avec un laïcisme idéologique qui veut exclure totalement Dieu de tous les rapports publics et le cantonner à la sphère privée. Ils confondent origine du pouvoir (tout pouvoir vient de Dieu comme l'exprimait le Christ à Pilate, lors de son procès : « *Tu n'aurais sur moi aucun pouvoir s'il ne t'avait été donné d'en-haut* » Jn 18, 11) et exercice du pouvoir.

Je voudrais maintenant poser une seconde question : qu'est-ce qui fait avancer les hommes et le monde ? Ne sont-ce pas les idées et les idéaux ? À la base de toute action humaine, il y a toujours une justification par une (des) idée(s) maîtresse(s) ou des idéaux, même les plus fallacieux. Souvenez-vous de la façon dont tous les puissants de ce monde ont justifié, et justifient encore leurs actes, même les pires, par l'exposé de leur théorie, de leur idéologie, de leurs idées, de leurs croyances, qui, en un Dieu, qui en l'homme, qui en la liberté ou je ne sais quoi d'autre.

Aussi, je ne vois pas pourquoi nos valeurs chrétiennes seraient moins valables que d'autres. Et je ne comprends pas pourquoi le fait de les exposer en public serait attentatoire à la liberté, à la laïcité, à l'homme et à la bonne marche de nos sociétés, sauf à ce que certaines idées et valeurs non chrétiennes soient érigées en pensée officielle, - je parle là de ces nouveaux dogmes immuables s'imposant à tous. N'est-ce pas justement ce que reprochent les athées et les anti-cléricaux à l'Église ? Alors, sous prétexte que nos idées ont une orientation religieuse, (entendons-nous bien, il ne s'agit pas de cléricisme mais d'une conscience véritablement tournée vers Dieu, et pour nous, chrétiens, d'une conscience qui essaie de mettre dans la société le ferment de l'Évangile), nous ne pourrions pas les avancer comme étant le moteur de notre action ? Les autres auraient donc le droit, eux, d'agir en leur conscience pétrie d'idées non chrétiennes et pas nous ? Ne peut-on pas appeler cela de la dictature intellectuelle ?

En résumé, mesdames et messieurs qui avez été investis d'une parcelle du pouvoir temporel, il me semble que si vous vous affirmez chrétien en privé, votre rôle est aussi de le faire savoir publiquement, et surtout d'agir en conséquence. Après tout, vous ne pouvez laisser la lumière que vous portez se consumer sous le boisseau. Vous savez, en effet, que vous êtes dépositaires d'un trésor qui ne vous appartient pas, trésor que vous êtes chargés de gérer avec ces si beaux talents que le bon Dieu a mis en vous pour le bien de

tous. Vous êtes investis d'une terrible mais belle responsabilité pour vos concitoyens. Et nous, les petits, nous pouvons prier pour vous afin que l'esprit de sagesse éclaire vos décisions. Mais, je ne vois pas en quoi la laïcité serait atteinte dans sa dignité par des chrétiens qui sont souvent d'une très grande loyauté envers leur pays. N'oubliez pas enfin cette redoutable phrase du Christ : si vous rougissez de moi devant les hommes, je rougirais de vous devant mon Père. Or, il n'y a pas de quoi rougir des valeurs de l'Évangile que le Christ a révélées en plénitude depuis deux mille ans par l'intermédiaire de son Église, d'autant que les lois de charité et de vérité sont immuables et éternelles, elles !

Vincent Terrenoir